



VILLE de LOUDEAC

**DEBAT D'ORIENTATIONS
BUDGETAIRES 2024**

CONSEIL MUNICIPAL DU 7 MARS 2024

SOMMAIRE

- 1 – Cadre général
- 2 – Contexte économique et financier pour 2024
- 3 – Mesure de la Loi de Finances 2024 pour les Collectivités
- 4 – Prospective et orientations proposées

1 – Cadre général

Le DOB est la 1^{ère} étape du cycle budgétaire de la Ville.

La tenue du débat d'orientations budgétaires est une obligation légale conformément à l'Article L.2312 du Code des Collectivités Territoriales.

Ses objectifs sont :

- Présenter la situation financière actuelle de la Ville :
 - Contexte économique et financier,
 - Contraintes à prendre en compte pour le budget à venir.

- Débattre des orientations données aux budgets annuels et suivants :
 - Engagements pluriannuels envisagés,
 - Evolutions et caractéristiques de la dette de la Ville.

Une délibération acte la tenue du Débat d'Orientations Budgétaires. Cependant, elle n'a pas de caractère décisionnel.

Budget primitif Ville : synthèse pour mémoire : investissement et fonctionnement

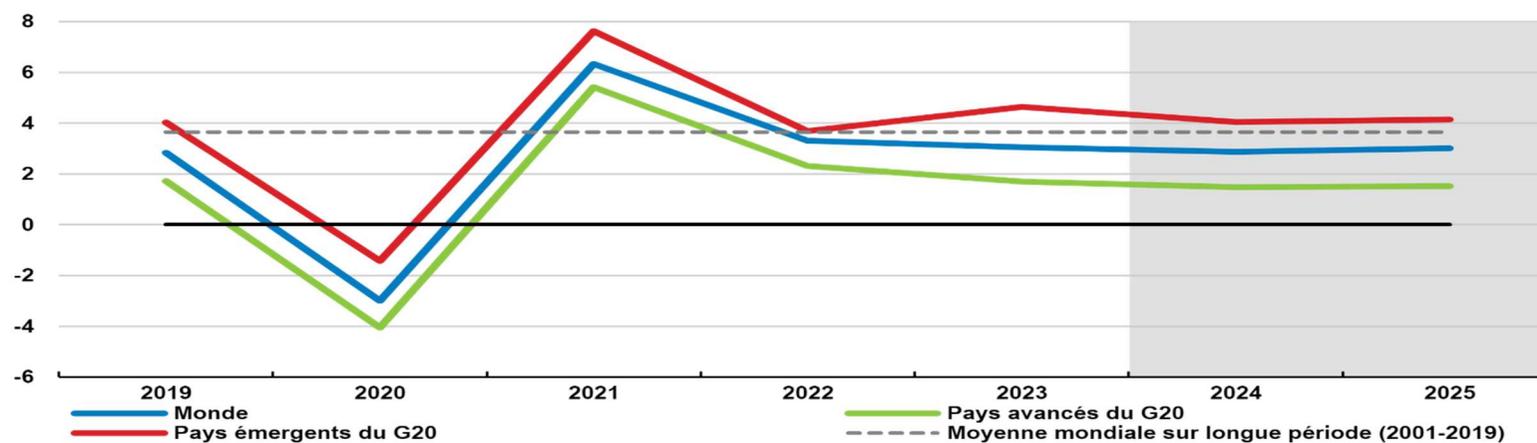
Chapitre	Dépenses	Restes à réaliser	Propositions nouvelles	Total 2023	Chapitre	Recettes	Restes à réaliser	Propositions nouvelles	Total 2023
OO1	Solde d'exécution de la section d'investissement reporté		795 876,72	795 876,72	10	Dotations, fonds divers et réserves		2 108 500,00	2 108 500,00
O20	Dépenses imprévues		49 999,28	49 999,28	13	Subventions d'investissement reçues	66 000,00	486 491,00	552 491,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		80 000,00	80 000,00	16	Emprunts et dettes assimilées		2 370 755,00	2 370 755,00
16	Emprunts et dettes assimilées		1 626 575,00	1 626 575,00	27	Autres immobilisations corporelles		1 000,00	1 000,00
20	Immobilisations corporelles	88 880,00	109 879,00	198 759,00	24	Produits de cessions d'immobilisations		413 000,00	413 000,00
204	Subvention d'équipement versées	176 004,00	417 162,00	593 166,00					
21	Immobilisations corporelles	82 947,00	743 946,00	826 893,00					
23	Immobilisations en cours	535 478,00	2 709 799,00	3 245 277,00					
27	Autres immobilisations financières		1 000,00	1 000,00					
Total des dépenses réelles		883 309,00	6 534 237,00	7 417 546,00	Total des recettes réelles		66 000,00	5 379 746,00	5 445 746,00
O40	Opérations d'ordre de transfert entre section		482 900,00	482 900,00	O21	Virement de la section de fonctionnement		1 260 000,00	1 260 000,00
O41	Opérations patrimoniales		281 200,00	281 200,00	O40	Opérations d'ordre de transfert entre sections		1 194 700,00	1 194 700,00
					O41	Opérations patrimoniales		281 200,00	281 200,00
Total des dépenses d'ordre		0,00	764 100,00	764 100,00	Total des recettes d'ordre		0,00	2 735 900,00	2 735 900,00
Total des dépenses d'investissement		883 309,00	7 298 337,00	8 181 646,00	Total des recettes d'investissement		66 000,00	8 115 646,00	8 181 646,00

Chapitre	Dépenses	Propositions nouvelles 2023 en €	Chapitre	Recettes	Propositions nouvelles 2023 en €
O11	Charges à caractère général	3 745 750,00	OO2	Excédent reporté de la section de fonctionnement	469 503,65
O12	Charges de personnel et frais assimilés	6 760 180,00	O13	Atténuation de charges	204 000,00
O14	Atténuations de produits	390 500,00	70	Produits des services du domaine et ventes diverses	865 000,00
O22	Dépenses imprévues	46 064,65	73	Impôts et taxes	10 256 390,00
65	Autres charges de gestion courante	1 228 150,00	74	Dotations et participations	2 424 451,00
66	Charges financières	233 000,00	75	Autres produits de gestion courante	153 000,00
67	Charges exceptionnelles	10 000,00	76	Produits financiers	100,00
68	Dotations aux amortissements et provisions	15 000,00	77-78	Produits exceptionnels - reprise sur provisions	28 000,00
Total des dépenses réelles		12 428 644,65	Total des recettes réelles		14 400 444,65
O23	Virement à la section d'investissement	1 260 000,00	O42	Opérations d'ordre de transfert entre sections	482 900,00
O42	Opérations d'ordre entre sections	1 194 700,00			
Total des dépenses d'ordre		2 454 700,00	Total des recettes d'ordre		482 900,00
Total des dépenses de fonctionnement		14 883 344,65	Total des recettes de fonctionnement		14 883 344,65

2 – Contexte économique et financier pour 2024

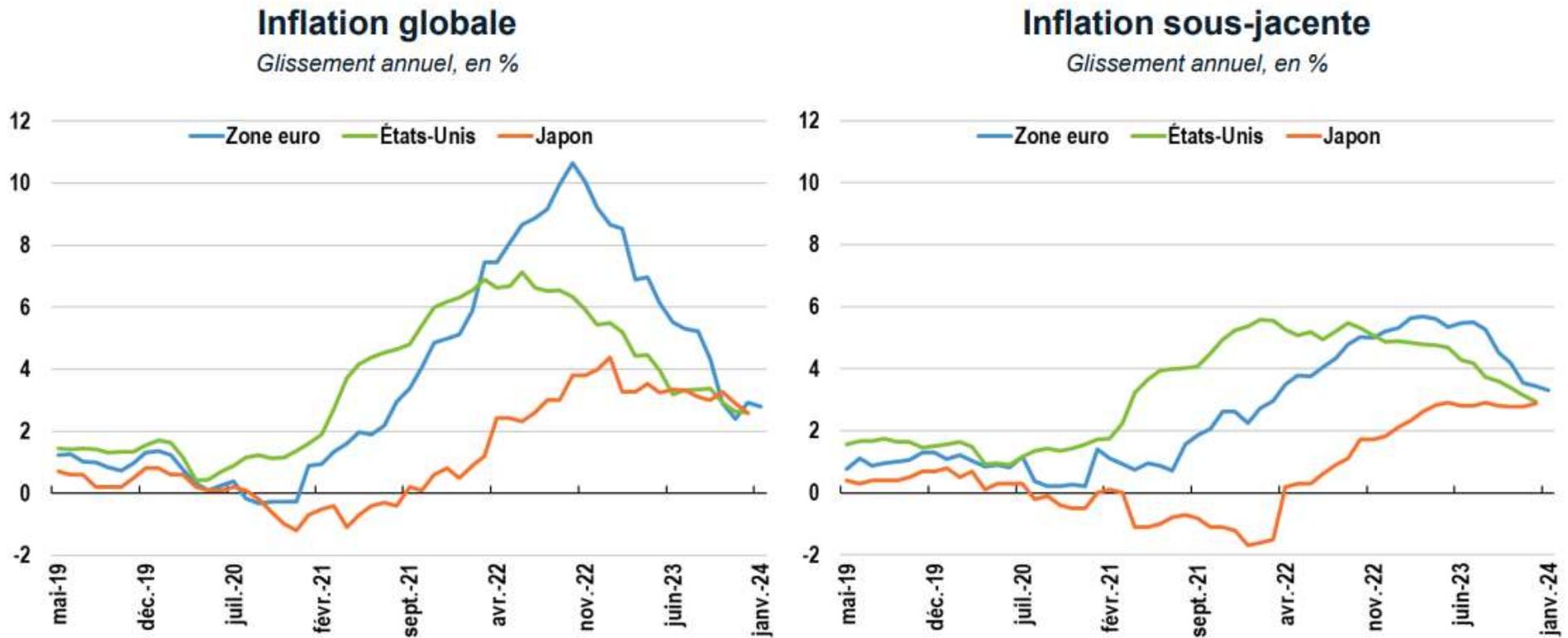
2.1 - Economie mondiale

- L'économie mondiale a fait preuve de résilience en 2023, mais la baisse de l'inflation a été plus rapide que prévu. Les performances varient d'un pays à l'autre, et si une forte croissance a été observée aux Etats-Unis et dans de nombreuses économies de marché émergentes, la plupart des pays européens ont en revanche connu un ralentissement.
- La croissance du PIB mondial devrait se modérer ; passant de 3.1 % en 2023 à 2.9 % en 2024 avant de revenir à 3.0 % en 2025.



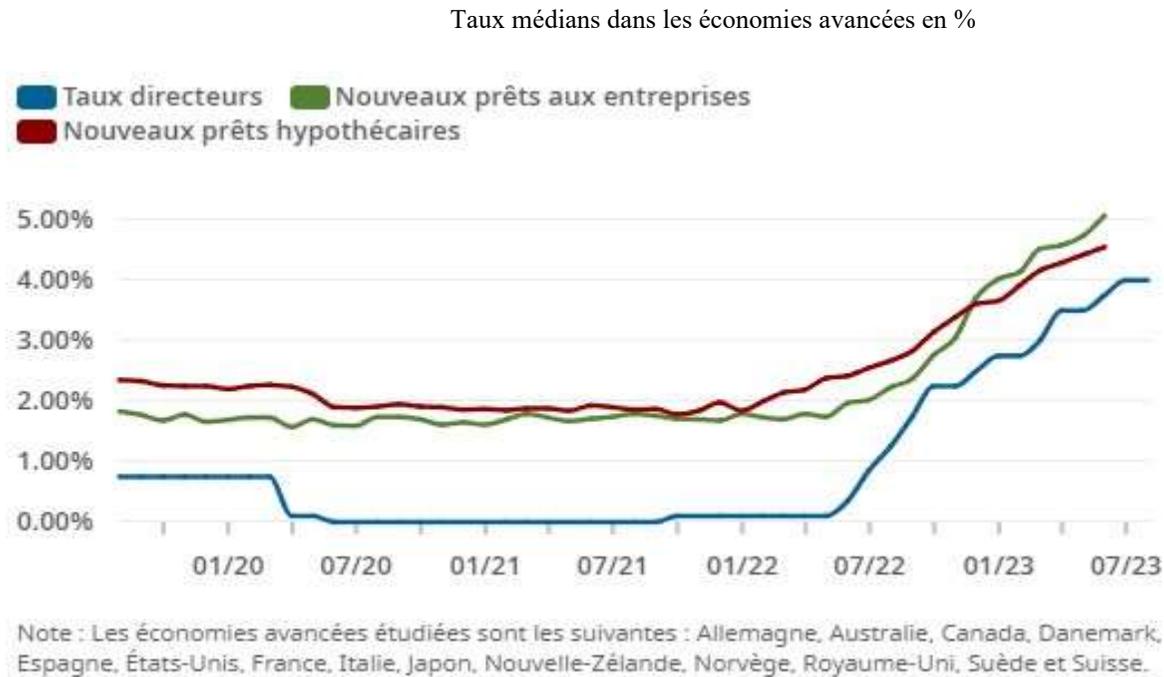
Source : Base de données des Perspectives économiques intermédiaires de l'OCDE, N° 115

- L'inflation globale reflue, mais reste élevée. Elle a continué de reculer dans de nombreux pays du fait de la baisse des prix de l'énergie et des produits alimentaires au 1^{er} semestre 2023. En revanche, l'inflation sous-jacente (c'est-à-dire hors composantes les plus volatiles, à savoir l'alimentation et l'énergie) n'a pas reflué. Elle reste nettement supérieure aux objectifs fixés par les banques centrales.



Source : Perspectives économiques de l'OCDE

- Les coûts d'emprunts augmentent



Aussi, l'un des principaux risques est que l'inflation persiste, ce qui obligerait les banques centrales à relever encore les taux d'intérêts ou à les maintenir à un niveau élevé pendant une période plus longue.

2.2. Economie de la zone Euro

- Le taux d'inflation annuel de la zone euro poursuit son repli. En effet, il s'est établi à 2.9 % en octobre 2023, contre 4.3 % en septembre. Un an auparavant, il était de 10.6%.

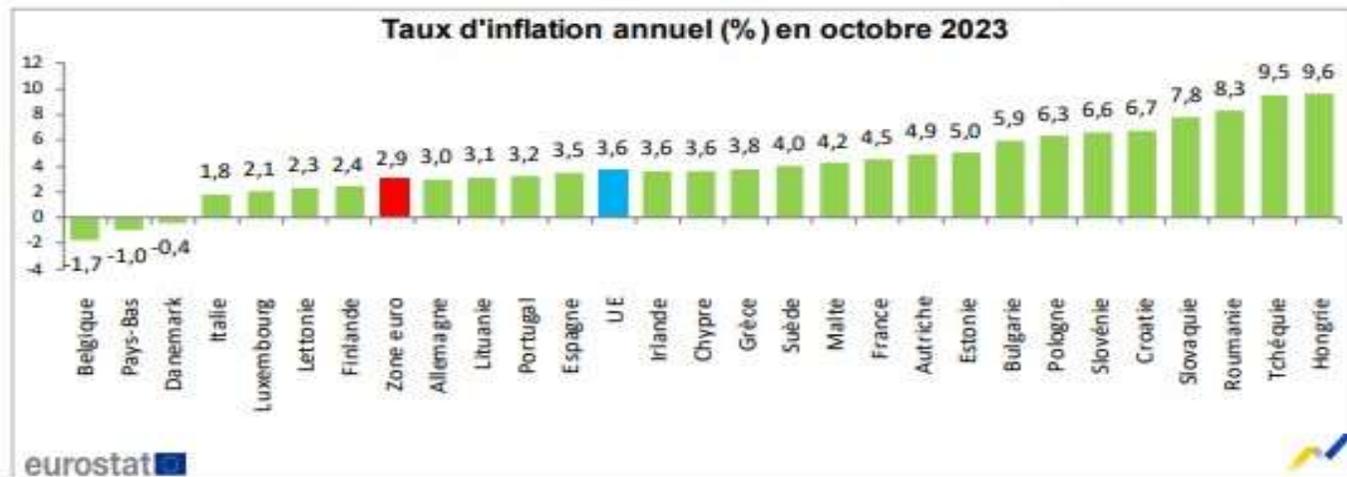
Le taux d'inflation annuel de l'Union européenne s'est établi à 3.6 % en octobre 2023, contre 4.9 % en septembre.

Un an auparavant, il était de 11.5 %.

En octobre, les plus fortes contributions au taux d'inflation annuel de la zone euro provenaient des services (+1.97 points de pourcentage), suivie de l'alimentation, alcool & tabac (+1.48 points de pourcentage), des biens industriels hors énergie (+0.90 points de pourcentage). et de l'énergie (- 1.45 points de pourcentage)

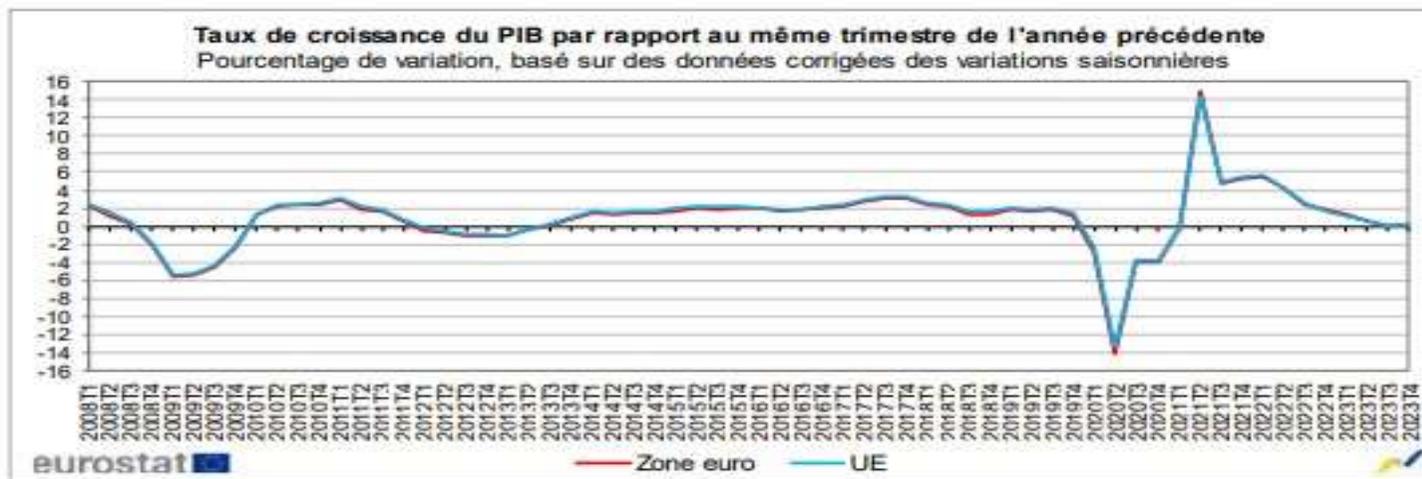


Source : Données Eurostat ([HTTPS : //ec.europa.eu/eurostat](https://ec.europa.eu/eurostat)) 17 novembre 2023



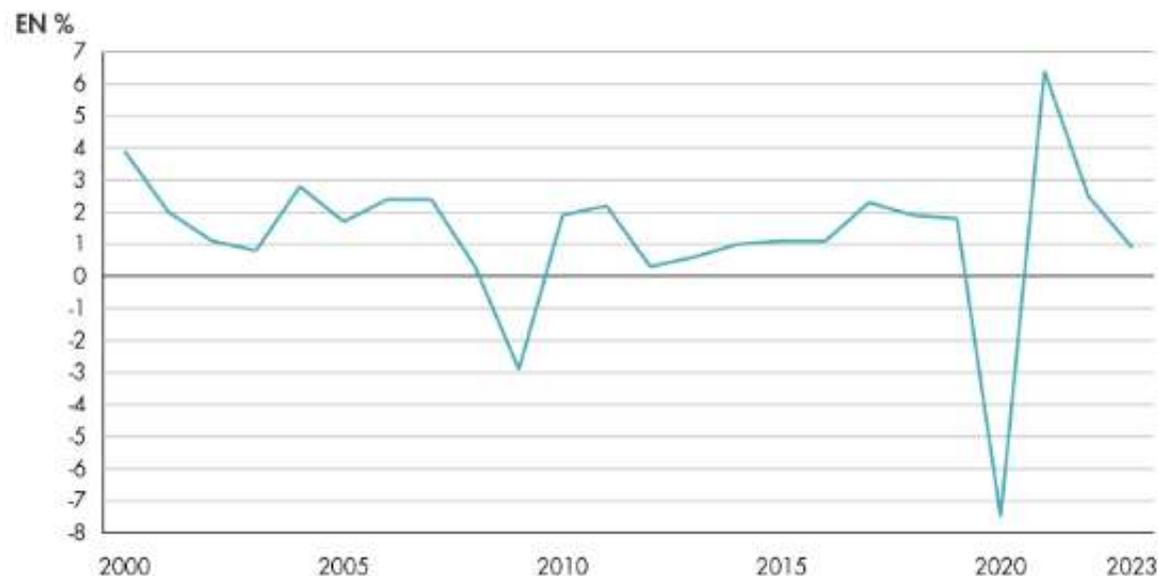
Source : Données Eurostat ([HTTPS : //ec.europa.eu/eurostat](https://ec.europa.eu/eurostat)) 17 novembre 2023

- Le PIB est stable dans la zone euro et dans l'UE : -0.1 % et + 0.2 % respectivement par rapport au quatrième trimestre 2022.



2.3 - Economie française

- Le PIB français : une croissance en demi-teinte



Source : lafinancepourtous.com d'après l'INSEE

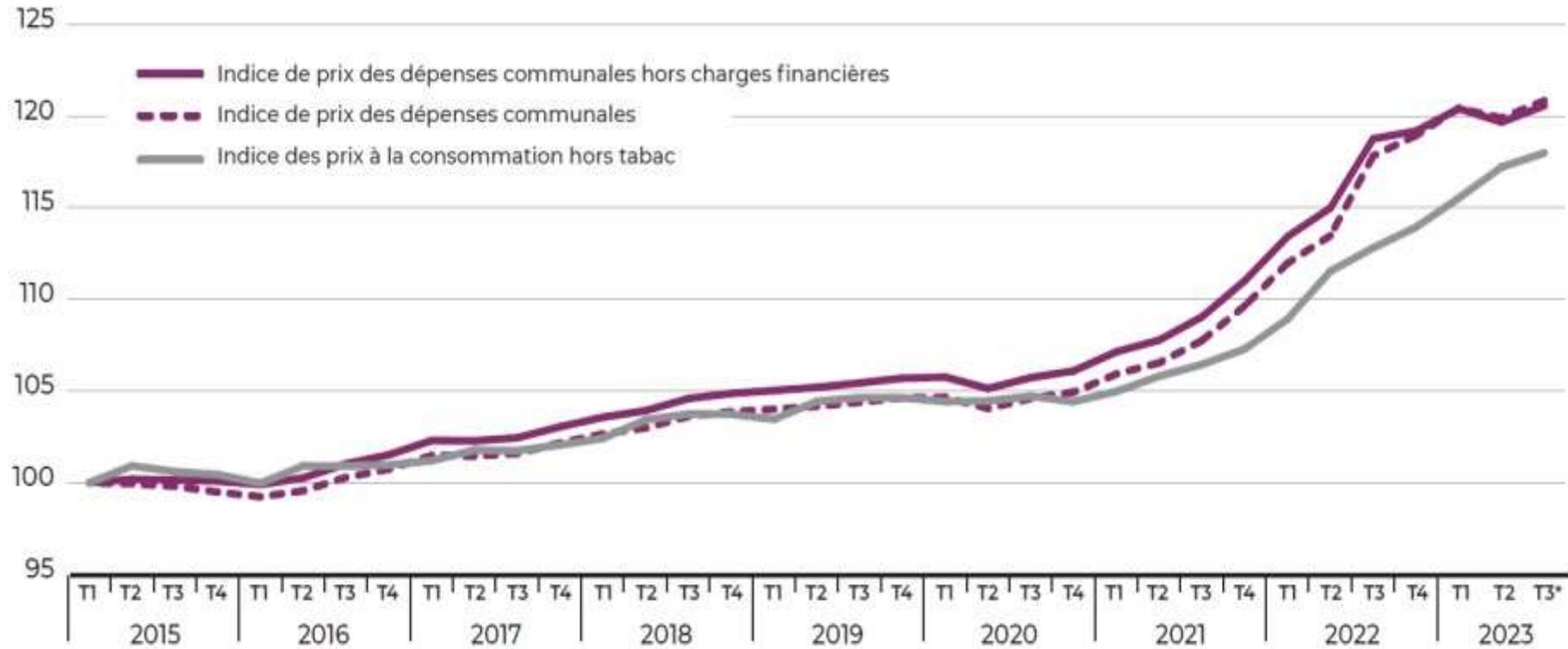
En effet, la croissance du produit intérieur brut a atteint 0.9 % en 2023. La progression de l'activité économique est donc en nette diminution par rapport à l'année 2022 au cours de laquelle elle avait été de 2.5 %. En raison du contexte inflationniste et de l'augmentation des taux d'intérêt impulsée par la Banque Centrale Européenne pour maîtriser l'augmentation des prix, la consommation et l'investissement ont sensiblement ralenti en France.

La dépense de consommation des ménages, moteur traditionnel de la croissance en France, n'a ainsi progressé que de 0.7 % en 2023 contre 2.1 % en 2022

Du côté de l'investissement des entreprises, la différence s'élève à 1.1 point de pourcentage : 1.2 % en 2023, contre 2.3 % l'année précédente.

Indice de prix des dépenses communales

Données trimestrielles - Base 100 au 1^{er} trimestre 2015



Sources : indices des prix Insee, calculs de la Banque Postale

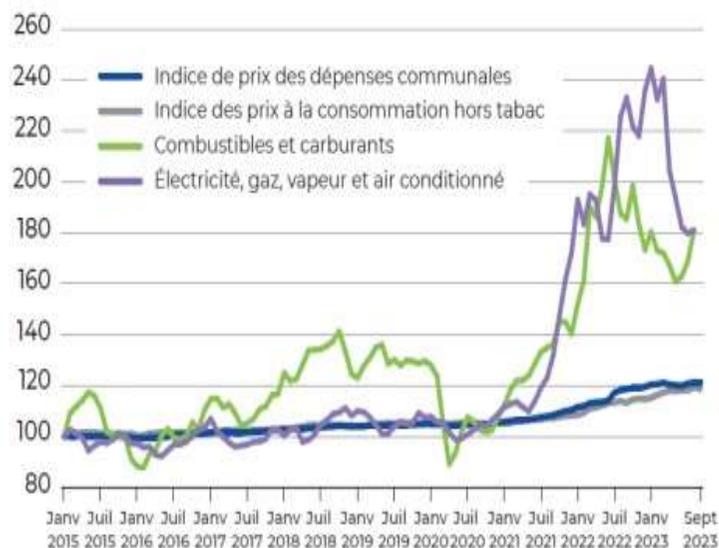
Source : Indices Insee, calculs La Banque Postale

2023, une année qui cumule...

...une inflation toujours haute pour les prix de l'énergie malgré un ralentissement

Les indices de prix de l'énergie (combustibles et carburants, électricité et gaz) sont très volatils

Données mensuelles - Base 100 en janvier 2015



Pour l'indice des combustibles et carburants et celui de l'énergie, les données disponibles s'arrêtent en août 2023.

Source : indices de prix Insee, calculs La Banque Postale



Cet indice des prix à la production ne traduit pas la réalité du coût de l'énergie en 2023 pour les communes que les mesures de la loi de finances 2023 ont permis d'atténuer.

...et une nouvelle hausse du point d'indice

Évolution des dépenses de personnel

Données mensuelles - Base 100 en janvier 2015

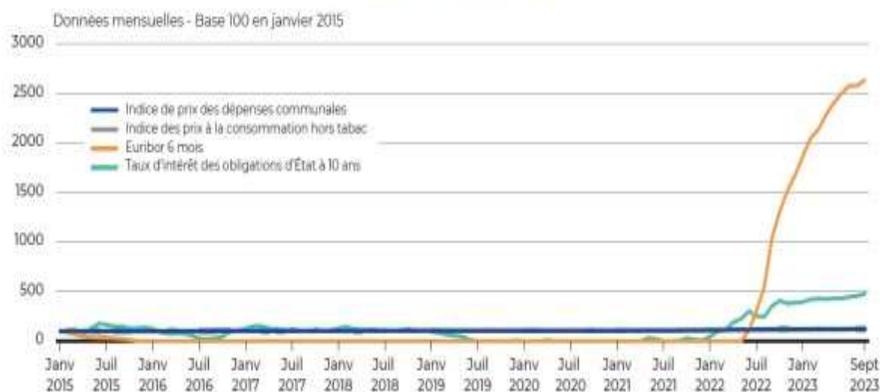


Source : indices de prix Insee, mesures gouvernementales, calculs La Banque Postale

Source : Indices Insee, calculs La Banque Postale

...une hausse des intérêts

Évolution des taux d'intérêt



Source : indice de prix Insee, taux d'intérêt Datastream, calculs La Banque Postale

Évolution des produits alimentaires et boissons non alcoolisées

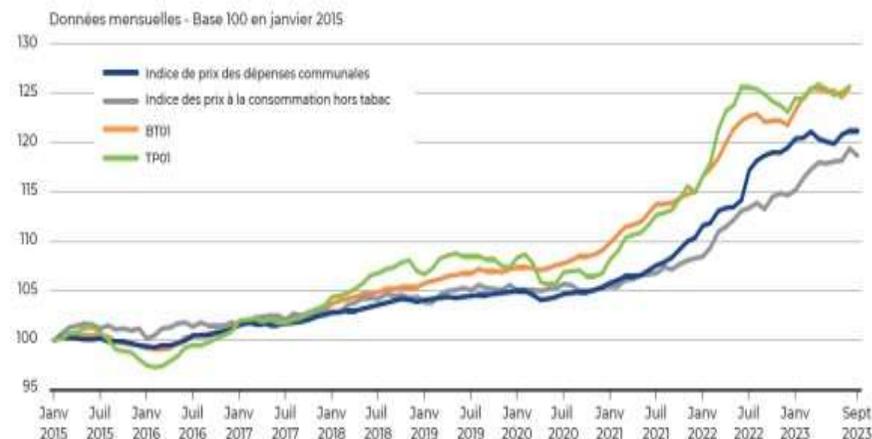
135 Données mensuelles - Base 100 en janvier 2015



Source : Indices Insee,
calculs La Banque Postale

...une inflation des coûts de la construction

Évolution des coûts de la construction (BT01 et TP01)

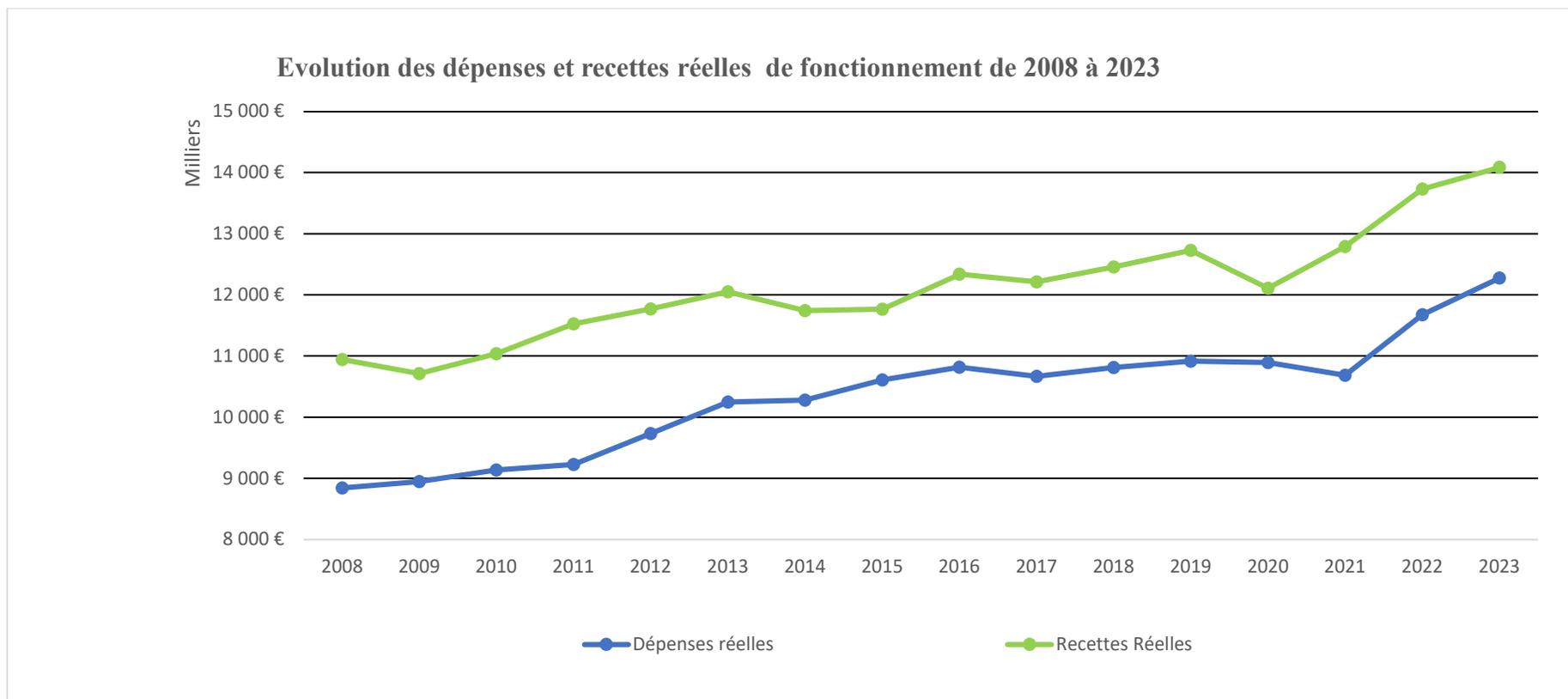


Pour les index TP01 et BT01 les données disponibles s'arrêtent en août 2023.

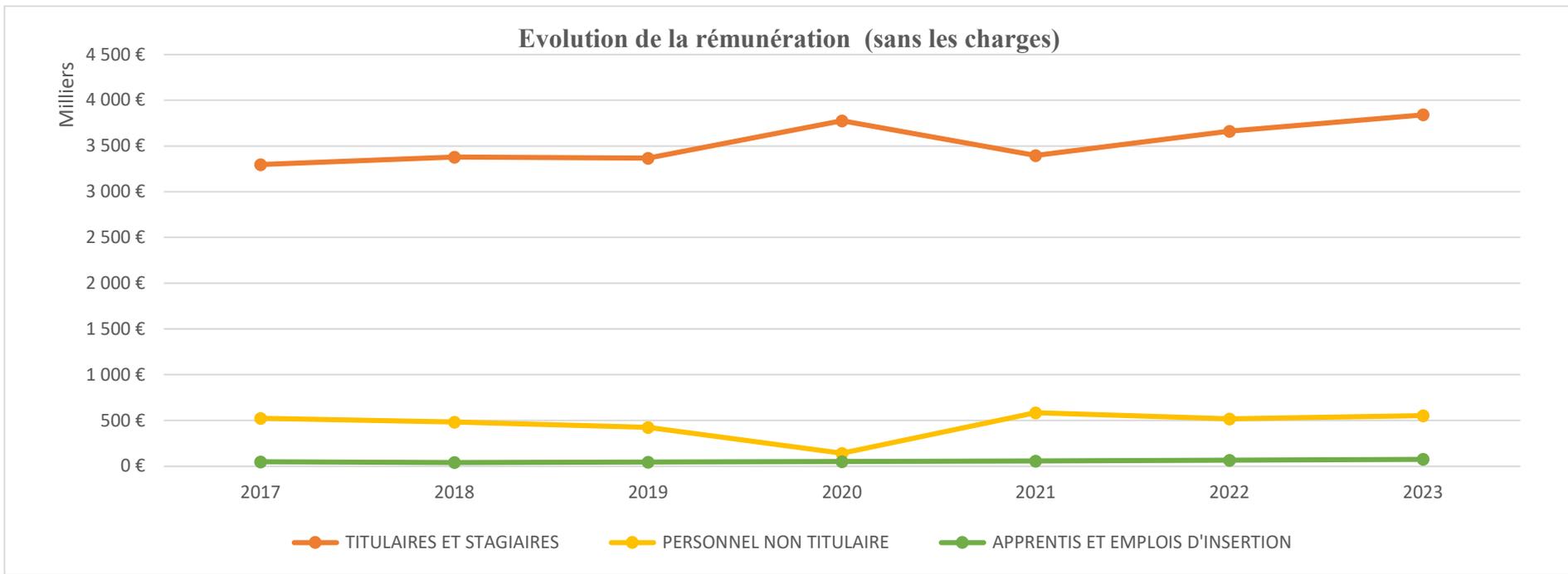
Source : indices de prix Insee, calculs La Banque Postale

...une inflation forte qui perdure
pour le prix des produits
alimentaires

2.4 - Situation Ville de Loudéac

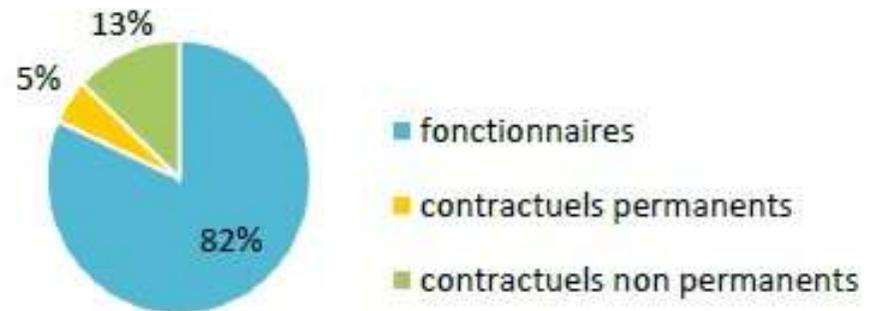


Ce graphique présente l'évolution des dépenses et recettes réelles de fonctionnement depuis 2008. Les dépenses et recettes évoluent régulièrement au même rythme.

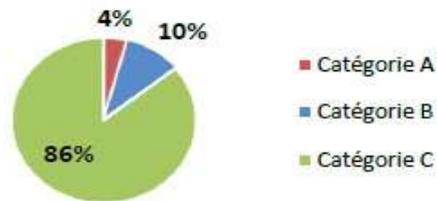


170 agents employés par la collectivité au 31 décembre 2022

- > 139 fonctionnaires
- > 9 contractuels permanents
- > 22 contractuels non permanents



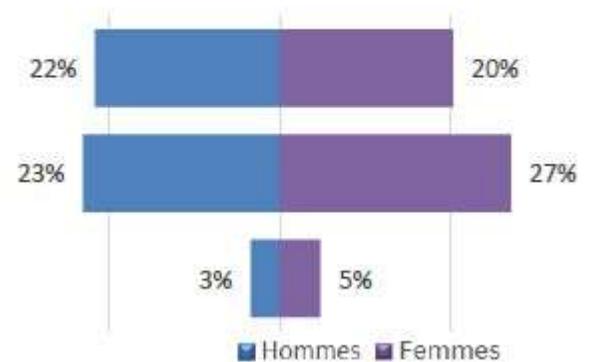
Répartition des agents par catégorie



En moyenne, les agents de la collectivité ont 47 ans

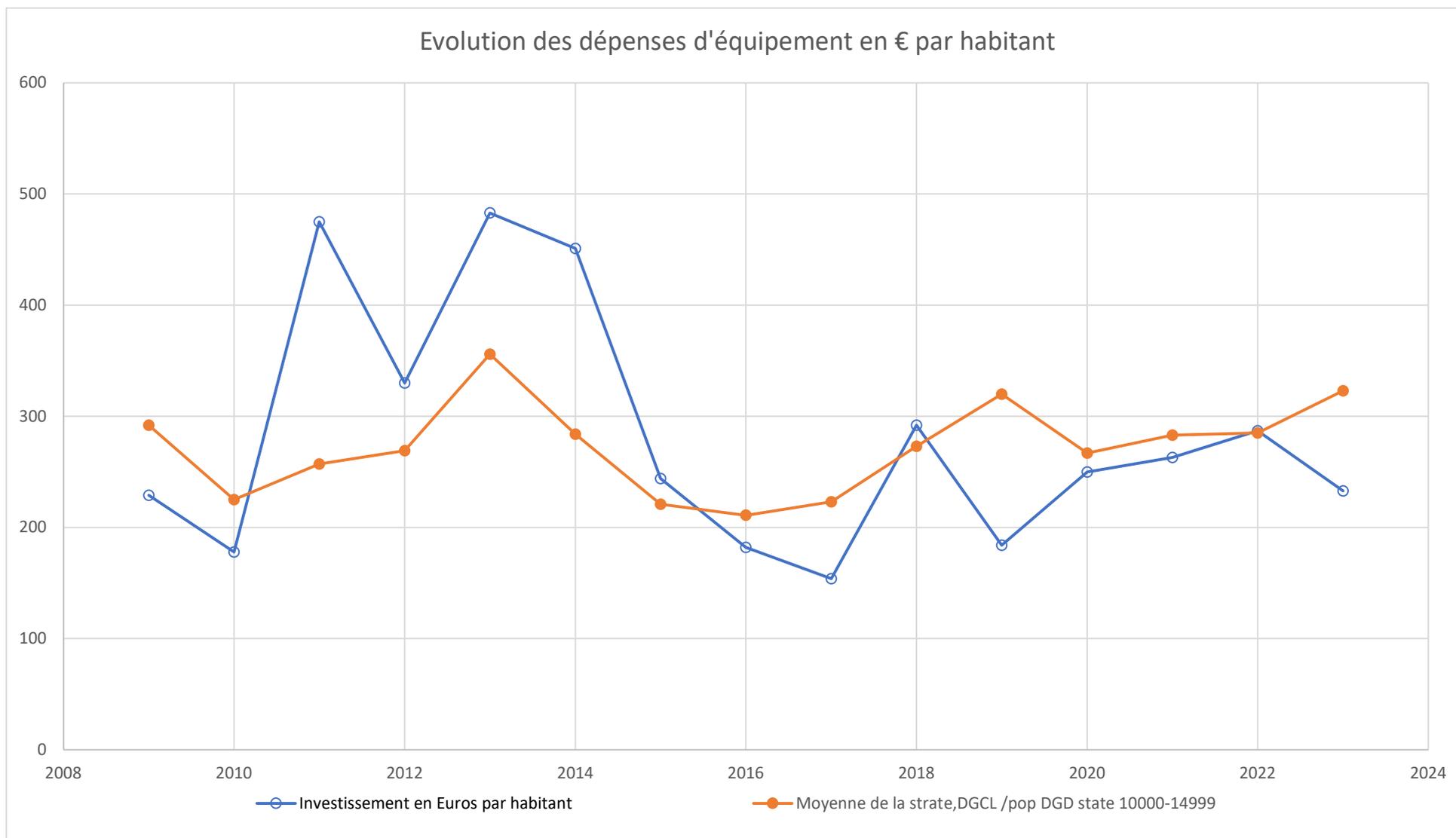
Âge moyen* des agents permanents		
Fonctionnaires	47,03	de 50 ans et +
Contractuels permanents	41,39	
Ensemble des permanents	46,69	
de 30 à 49 ans		
Âge moyen* des agents non permanent		
Contractuels non permanents	27,05	de - de 30 ans

Pyramide des âges
des agents sur emploi permanent

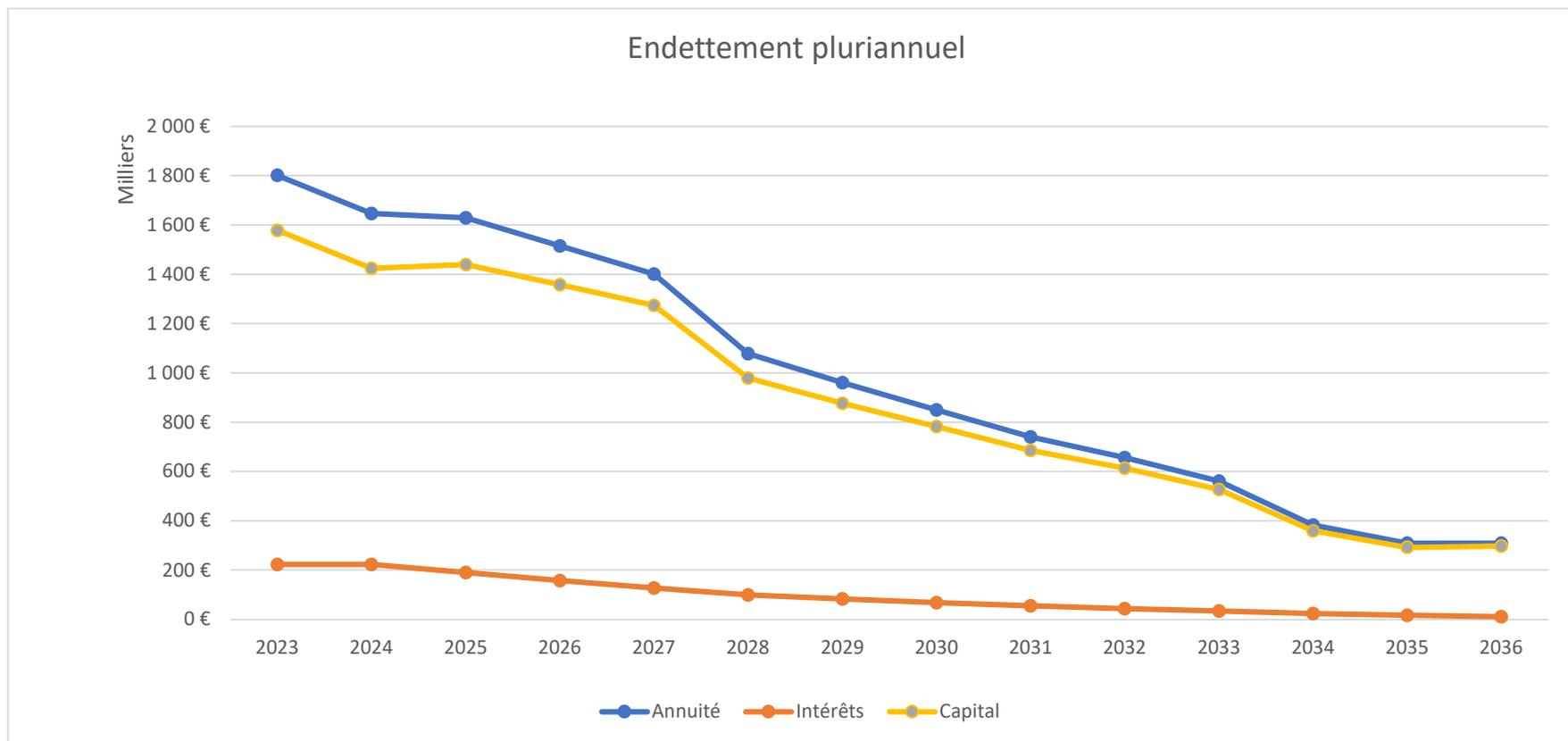


* L'âge moyen est calculé sur la base des tranches d'âge

Toutes ces données sont issues du Rapport Social Unique 2022 réalisé en 2023



Ce graphique représente l'évolution des dépenses d'équipement depuis 2009.



Ce graphique représente l’extinction de la dette en tenant compte de la réalisation du solde (1 000 000 €) de l’emprunt contracté fin décembre 2022 et encaissé le 14 novembre 2023.

L’emprunt concernant le lotissement n’est pas inclus.

3 – Mesures de la Loi de finances (LF 2024) pour les collectivités

Cadrage de la Loi de finances 2024

La loi de finances 2024 est parue au Journal Officiel du 30 décembre 2023. Elle affiche un objectif d'économies de l'ordre de 16 milliards d'euros. Pour y parvenir plusieurs points sont concernés :

- la fin des dispositifs de soutien face à la hausse du coût de l'énergie,
- la réduction des aides aux entreprises accordées dans le cadre des politiques de l'emploi,
- des économies issues du nouveau dispositif de lutte contre les fraudes fiscales, fraudes aux aides sociales, fraudes aux aides publiques
- des économies issues de la suppression de l'avantage fiscal accordé sur le gazole non routier des secteurs du BTP et de l'agriculture,
- la suppression du fonds de soutien au développement des activités périscolaires.

Il est également prévu l'échelonnement de la suppression de la CVAE, qui devait normalement être effective dès 2024, pour une disparition totale en 2027.

Principales mesures concernant les collectivités :

- hausse de la DGF : 27.10 Milliards d'euros contre 26.9 milliard d'euros en 2023 soit + 0.8 %
- fonds de soutien à l'investissement local : 1.8 milliards d'euros dont DETR à 1 046 milliards d'euros et DSIL à 570 milliards d'euros dont 0.8 milliard d'euros pour la transition écologique (fonds vert)
- dotation aux titres sécurisés : 100 millions d'euros
- police de la publicité extérieure : compétence transférée aux communes dès le 1^{er} janvier 2024
- ajustement des indicateurs financiers des collectivités : le projet de finances revoit les modalités de calcul des indicateurs utilisés dans la répartition des dotations suite à la réforme fiscale de 2021 pour les départements et à la suppression de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) à compter de 2023 pour les collectivités
- coefficient de revalorisation forfaitaire des valeurs locatives pour 2024 : + 3.81 %
- ajustement de la répartition des dotations de péréquation communales. Concernant la dotation nationale de péréquation, le projet de loi prévoit une garantie de sortie pour les communes perdant leur éligibilité à la part « majoration » de la DNP, pour ainsi lisser dans le temps les baisses de DGF des communes concernées. Le montant garanti serait égal à la moitié de ce que la commune percevait l'année précédente.

4 – Prospective et orientations proposées

4.1 - Hypothèses prospectives principales en recettes : hypothèse très prudente

Recettes de fonctionnement

- Bases des impôts locaux : variation prudente : revalorisation par effet de la Loi : + 3.9 % en 2024 puis égale à l'inflation prévisionnelle 2024-2026
- Recette liée à la mise en place de la Taxe d'Habitation sur les Logements Vacants votée par le Conseil Municipal en 2023 (recettes non estimées par les services fiscaux) ;
- Augmentation raisonnée du taux d'imposition sur le foncier bâti ?
- Dotations : évolution estimée à environ 1 %. Le Ville devrait prétendre à une DGF légèrement supérieure à celle d'aujourd'hui (démarches en cours) ;
- Fiscalité sans décision locale : hypothèse 2024 égale à la moyenne 2018-2022 pour tenir compte des hausses récentes sans les considérer comme pérennes

-

Financement de l'investissement :

- Les subventions ont été estimées à 15 % du montant des travaux.
- Le FCTVA a été calculée sur 80 % de dépenses éligibles.

4.2 - Hypothèses prospectives principales en dépenses

- Les charges à caractère général (chapitre 011) ont été revalorisées du coût de l'inflation soit 2.5 %. Cette hypothèse ne s'applique pas aux coûts subis : énergie, actualisations contractuelles,
- Les charges de personnel tiennent compte pour 2024 d'une variation de 3 % :
 - de l'augmentation de la valeur du SMIC
 - augmentation de 5 points majorés pour tous les agents payés à l'indice à compter du 1^{er} janvier ;
 - revalorisation du RIFSEEP sur une année complète
 - des évolutions de carrière
 - des différentes mesures décidées par l'Etat pour tenir compte de l'évolution du pouvoir d'achat des fonctionnaires.
- Le chapitre 65 « charges de gestion courante » prend en compte
 - l'augmentation de 5.19 % annoncée pour la contribution au SDISS
 - la stabilité du montant des subventions versées aux associations et écoles
 - la subvention CCAS sensiblement égale à celle de 2023 revalorisée du produit des concessions cimetières encaissées en totalité sur le budget Ville depuis le 1^{er} janvier 2024.

4.3 - Perspectives d'investissements pour 2024

Libellé	Engagé 2023	Nouveaux montants	BP 2024
Honoraires - Réaménagement quartier Saint-Bugan / RU Les Noëllés TAH -		42 000 €	42 000 €
Aménagement bd de Penthièvre - honoraires		45 360 €	45 360 €
Etude de trafic et de circulation		47 712 €	47 712 €
Aménagement Îlot de La Poste / Les Combattants - honoraires		47 760 €	47 760 €
Aménagement Pôle Echange Multimodal, Parvis Gare et Bd de la Gare - honoraires		50 000 €	50 000 €
Aménagements autour des anciens haras - VRD + espaces-verts		51 640 €	51 640 €
Programme 2023 - Rénovation Eclairage public - Rue Lesage	53 924 €		53 924 €
Acquisition friches rue de Moncontour à LCBC (5/7)		76 575 €	76 575 €
Rénovation 3 ponts cadres aux lieux-dits : - entre Limpiguet et Beauval - au bois Rôti - entre La Petite Ville Audrain et Les Bots		97 000 €	97 000 €
Réhabilitation et extension de l'ancienne gare en un pôle jeunesse - honoraires		108 000 €	108 000 €
Construction d'une piste VTT / BMX 3 parcours + Plaine de jeux structures bois à Aquarev	42 700 €	67 800 €	110 500 €
Dévoisement réseau pluvial bd de la Gare + viabilisation du quartier de la gare		120 000 €	120 000 €
Acquisitions foncières aménagement Pôle Echange Multimodal + parking attenant		138 000 €	138 000 €
Remplacement chariot télescopique		138 720 €	138 720 €
1ère tranche de rénovation du Centre Technique Municipal	8 226 €	133 374 €	141 600 €
Programme de voirie rurale 2023	11 283 €	165 000 €	176 283 €
Construction de trois couloirs d'athlétisme de 50 m sur une surface enrobé (3 m de large) et ses équipements + construction d'un pumtrack - aire de loisirs des Blinfaux	203 274 €		203 274 €
Programme 2024 - Effacement BT/EP/TEL boulevard de Penthièvre		230 151 €	230 151 €
Travaux d'extension et restructuration des vestiaires du terrain d'honneur de Saint-Bugan	364 522 €	5 305 €	369 827 €
Programme Voirie Urbaine 2023 et 2024	128 833 €	320 167 €	449 000 €
Travaux réseau eaux pluviales 2024 + extension du réseau rue du Docteur Plesse (251 ml) + création de réseaux rue Pierre Loti (383 ml) + travaux divers	17 184 €	466 031 €	483 215 €
Fonds de concours LCBC (vélodrome + pension de familles et travaux réseaux eaux usées)	172 000 €	323 547 €	495 547 €

A ces travaux et montants viennent s'ajouter les différentes acquisitions (mobilier, matériels informatiques, véhicules...), les autres travaux réguliers réalisés dans les différents bâtiments (scolaires...).

4.4 - Le plan pluriannuel d'investissement et la prospective

La commission des finances a étudié différents scénarios de prospectives

Scénario 1 :

Il consiste à continuer la maîtrise du budget de fonctionnement avec la réalisation en investissement des dépenses récurrentes (environ 1 900 000 €)

DESIGNATION	2024	2025	2026
TRAVAUX RECURRENTS (dont fonds de concours) en € TTC	2 720 000	1 970 000	1 970 000

	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Ev° Taux d'Imposition	0,0 %							
Produit fiscal strict	5 559 489	5 760 552	4 974 487	5 183 210	5 576 151	5 795 018	6 002 653	6 194 055
Autres impôts et taxes	4 313 065	4 139 507	4 365 672	4 700 239	4 545 254	4 412 932	4 520 945	4 537 155
Dotations et participations	1 496 136	1 420 489	2 373 812	2 415 067	2 575 246	2 611 824	2 828 513	2 735 901
Autres produits fct courant	1 114 237	764 824	980 853	1 271 505	1 329 997	1 348 708	1 367 007	1 384 259
Produits exceptionnels larges	58 222	22 175	94 455	23 243	65 046	35 188	68 139	69 331
Produits de Fonctionnement	12 541 149	12 107 547	12 789 280	13 593 264	14 091 694	14 203 670	14 787 256	14 920 701
Ev° nominale Charges fct courants	1,1 %	-0,8 %	0,6 %	7,8 %	6,0 %	0,7 %	1,8 %	2,3 %
Charges fct courant strictes	10 313 161	10 226 919	10 285 613	11 092 148	11 756 068	11 838 923	12 050 770	12 333 805
Atténuations de produits	332 745	390 745	407 477	376 139	396 093	399 839	399 893	399 925
Ch. exceptionnelles larges	7 240	33 840	4 180	32 041	59 482	22 186	22 580	22 915
Intérêts de la dette	264 145	241 457	219 505	207 331	213 088	256 457	230 602	179 434
Ch. de Fonctionnement	10 917 291	10 892 961	10 916 773	11 707 658	12 424 730	12 517 406	12 703 845	12 936 078
Epargne brute	1 623 858	1 214 587	1 872 506	1 885 606	1 666 964	1 686 264	2 083 411	1 984 623
Capital de la dette	392 038	1 125 136	1 363 686	1 901 921	1 654 749	1 424 699	1 504 035	1 459 178
Rec.Inv. hs Emprunt	1 177 033	762 890	718 963	1 648 596	662 489	963 105	640 000	621 980
Var Excédent	1 405 841	-2 008 459	500 412	482 712	-853 304	0	0	0
Dép Inv. hs Capital	1 908 012	2 860 799	2 727 372	2 149 569	2 527 709	2 720 000	1 970 000	1 970 000
Dép Inv. hs Dette	1 908 012	2 860 799	2 727 372	2 149 569	2 527 709	2 720 000	1 970 000	1 970 000
Dépenses directes d'équipt	1 713 312	2 351 882	2 576 822	1 728 946	2 183 421	2 515 000	1 800 000	1 800 000
Fonds de concours	128 284	133 917	92 803	228 169	252 913	155 000	120 000	120 000
Opérations pour compte de tiers	0	0	0	0	0	0	0	0
AC Investissement (Cpt 2046)	0	0	0	72 337	0	0	0	0
Autres dépenses d'investissement	66 416	375 000	57 747	120 117	91 375	50 000	50 000	50 000
Emprunt	905 000	0	2 000 000	1 000 000	1 000 000	1 495 329	750 624	822 575
Variables de pilotage	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Ep nette	1 231 820	89 451	508 821	-16 316	12 215	261 566	579 376	525 445
Encours (31.12)	12 889 632	13 502 554	12 400 810	11 652 038	12 652 038	12 722 669	11 969 258	11 332 655
Encours (31.12) / Ep brute	7,9	11,1	6,6	6,2	7,6	7,5	5,7	5,7
EGC	1 274 891	310 503	813 505	1 307 916	440 323	440 323	440 323	440 323

Scénario 2 :

Il consiste à continuer la maîtrise du budget de fonctionnement avec la réalisation en investissement des dépenses récurrentes (environ 1 900 000 €) et la prise en compte des dépenses pour les nouveaux projets.

DESIGNATION	2024	2025	2026
ACQUISITIONS FONCIERES	138 000	110 000	110 000
ETUDES	113 000	35 000	
RESEAUX	731 000	415 000	335 000
VOIRIE	112 386	764 751	
AMENAGEMENTS	337 050	1 368 310	1 593 275
BATIMENTS	518 415	637 000	1 577 000
TRAVAUX RECURRENTS	1 711 328	1 416 666	1 416 666
TOTAL en € HT	3 361 179	4 746 727	5 031 941

Tous les projets indiqués dans le PPI, à ce jour, n'ont pas encore été validés par les financeurs (Etat, Région, Département...)

	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Ev° Taux d'Imposition	0,0 %							
Produit fiscal strict	5 559 489	5 760 552	4 974 487	5 183 210	5 576 151	5 795 018	6 002 653	6 194 055
Autres impôts et taxes	4 313 065	4 139 507	4 365 672	4 700 239	4 545 254	4 412 932	4 520 945	4 537 155
Dotations et participations	1 496 136	1 420 489	2 373 812	2 415 067	2 575 246	2 611 824	2 828 513	2 735 901
Autres produits fct courant	1 114 237	764 824	980 853	1 271 505	1 329 997	1 348 708	1 367 007	1 384 259
Produits exceptionnels larges	58 222	22 175	94 455	23 243	65 046	35 188	68 139	69 331
Produits de Fonctionnement	12 541 149	12 107 547	12 789 280	13 593 264	14 091 694	14 203 670	14 787 256	14 920 701
Ev° nominale Charges fct courant s	1,1 %	-0,8 %	0,6 %	7,8 %	6,0 %	0,7 %	1,8 %	2,3 %
Charges fct courant strictes	10 313 161	10 226 919	10 285 613	11 092 148	11 756 068	11 838 923	12 050 770	12 333 805
Atténuations de produits	332 745	390 745	407 477	376 139	396 093	399 839	399 893	399 925
Ch. exceptionnelles larges	7 240	33 840	4 180	32 041	59 482	22 186	22 580	22 915
Intérêts de la dette	264 145	241 457	219 505	207 331	213 088	256 457	310 962	341 451
Ch. de Fonctionnement	10 917 291	10 892 961	10 916 773	11 707 658	12 424 730	12 517 406	12 784 205	13 098 095
Epargne brute	1 623 858	1 214 587	1 872 506	1 885 606	1 666 964	1 686 264	2 003 051	1 822 606
Capital de la dette	392 038	1 125 136	1 363 686	1 901 921	1 654 749	1 424 699	1 585 224	1 648 031
Rec.Inv. hs Emprunt	1 177 033	762 890	718 963	1 648 596	662 489	963 105	1 881 000	2 329 493
Var Excédent	1 405 841	-2 008 459	500 412	482 712	-853 304	0	0	0
Dép Inv. hs Capital	1 908 012	2 860 799	2 727 372	2 149 569	2 527 709	5 016 000	5 866 073	6 288 330
Dép Inv. hs Dette	1 908 012	2 860 799	2 727 372	2 149 569	2 527 709	5 016 000	5 866 073	6 288 330
Dépenses directes d'équipt	1 713 312	2 351 882	2 576 822	1 728 946	2 183 421	4 811 000	5 696 073	6 118 330
Fonds de concours	128 284	133 917	92 803	228 169	252 913	155 000	120 000	120 000
Opérations pour compte de tiers	0	0	0	0	0	0	0	0
AC Investissement (Cpt 2046)	0	0	0	72 337	0	0	0	0
Autres dépenses d'investissement	66 416	375 000	57 747	120 117	91 375	50 000	50 000	50 000
Emprunt	905 000	0	2 000 000	1 000 000	1 000 000	3 791 329	3 567 246	3 784 263
Variables de pilotage	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Ep nette	1 231 820	89 451	508 821	-16 316	12 215	261 566	417 827	174 574
Encours (31.12)	12 889 632	13 502 554	12 400 810	11 652 038	12 652 038	15 018 669	17 000 691	19 136 922
Encours (31.12) / Ep brute	7,9	11,1	6,6	6,2	7,6	8,9	8,5	10,5
EGC	1 274 891	310 503	813 505	1 307 916	440 323	440 323	440 323	440 323

Malgré la mise en place du plan d'économies, le second scénario présente des ratios dégradés.

Scénario 3 :

Il reprend le plan pluriannuel d'investissement avec des recettes nouvelles :

- subventions ?
- dotations ?
- nouvelles recettes fiscales ?

	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Ev° Taux d'Imposition	0,0 %	4,0 %	0,0 %	0,0 %				
Produit fiscal strict	5 559 489	5 760 552	4 974 487	5 183 210	5 576 151	6 079 244	6 297 151	6 498 026
Autres impôts et taxes	4 313 065	4 139 507	4 365 672	4 700 239	4 545 254	4 412 932	4 520 945	4 537 155
Dotations et participations	1 496 136	1 420 489	2 373 812	2 415 067	2 575 246	2 611 824	2 829 733	2 737 477
Autres produits fct courant	1 114 237	764 824	980 853	1 271 505	1 329 997	1 348 708	1 367 007	1 384 259
Produits exceptionnels larges	58 222	22 175	94 455	23 243	65 046	35 188	68 139	69 331
Produits de Fonctionnement	12 541 149	12 107 547	12 789 280	13 593 264	14 091 694	14 487 895	15 082 975	15 226 248
Ev° nominale Charges fct courant s	1,1 %	-0,8 %	0,6 %	7,8 %	6,0 %	0,7 %	1,8 %	2,3 %
Charges fct courant strictes	10 313 161	10 226 919	10 285 613	11 092 148	11 756 068	11 838 923	12 050 770	12 333 805
Atténuations de produits	332 745	390 745	407 477	376 139	396 093	399 839	399 893	399 925
Ch. exceptionnelles larges	7 240	33 840	4 180	32 041	59 482	22 186	22 580	22 915
Intérêts de la dette	264 145	241 457	219 505	207 331	213 088	256 457	301 014	322 383
Ch. de Fonctionnement	10 917 291	10 892 961	10 916 773	11 707 658	12 424 730	12 517 406	12 774 257	13 079 027
Epargne brute	1 623 858	1 214 587	1 872 506	1 885 606	1 666 964	1 970 490	2 308 718	2 147 221
Capital de la dette	392 038	1 125 136	1 363 686	1 901 921	1 654 749	1 424 699	1 575 173	1 625 880
Rec.Inv. hs Emprunt	1 177 033	762 890	718 963	1 648 596	662 489	963 105	1 881 000	2 329 493
Var Excédent	1 405 841	-2 008 459	500 412	482 712	-853 304	0	0	0
Dép Inv. hs Capital	1 908 012	2 860 799	2 727 372	2 149 569	2 527 709	5 016 000	5 866 073	6 288 330
Dép Inv. hs Dette	1 908 012	2 860 799	2 727 372	2 149 569	2 527 709	5 016 000	5 866 073	6 288 330
Dépenses directes d'équipt	1 713 312	2 351 882	2 576 822	1 728 946	2 183 421	4 811 000	5 696 073	6 118 330
Fonds de concours	128 284	133 917	92 803	228 169	252 913	155 000	120 000	120 000
Opérations pour compte de tiers	0	0	0	0	0	0	0	0
AC Investissement (Cpt 2046)	0	0	0	72 337	0	0	0	0
Autres dépenses d'investissement	66 416	375 000	57 747	120 117	91 375	50 000	50 000	50 000
Emprunt	905 000	0	2 000 000	1 000 000	1 000 000	3 507 104	3 251 529	3 437 496
Variables de pilotage	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Ep nette	1 231 820	89 451	508 821	-16 316	12 215	545 791	733 544	521 341
Encours (31.12)	12 889 632	13 502 554	12 400 810	11 652 038	12 652 038	14 734 443	16 410 798	18 222 415
Encours (31.12) / Ep brute	7,9	11,1	6,6	6,2	7,6	7,5	7,1	8,5
EGC	1 274 891	310 503	813 505	1 307 916	440 323	440 323	440 323	440 323

4.6 – BUDGETS ANNEXES

Le budget annexe du lotissement tient compte des ventes de terrain et du remboursement de la dette. L'emprunt concernant ce budget court jusqu'en août 2025.

En 2023, 6 terrains du lotissement « Domaine du Mené » ont été vendus.

Le budget du Centre de Santé Municipal a été créé en 2023. La subvention du budget Ville a permis de payer les quelques dépenses réalisées sur ce budget. Les travaux d'aménagement, l'acquisition de matériel ont été payés par le budget Ville pour un montant de 51 514.53 euros. En 2024, il conviendra de faire les ajustements.